

Le 27/03/2026

Compte rendu de la FS du 26/03/2026

Cette première séance de l'année de la Formation Spécialisée (FS, ex-CHSCT), en présentiel et en visioconférence à Lyon, était notamment consacrée au budget 2026 et au bilan du budget 2025, à la présentation de nombreuses fiches de signalement, au rapport du contrôle de la qualité de l'air à Meyzieu, ou encore au compte-rendu de la visite de l'ESI de Grenoble.

Les participants à cette réunion étaient la direction, (Directeur, adjoints, assistants de prévention et chefs d'établissements), la nouvelle Assistante de Prévention de la Politique Ministérielle (APMP) et les représentants des personnels (Solidaires Finances Publiques, CGT, CFDT et FO).

Ordre du jour :

- 1- Approbation du procès-verbal du 7 octobre 2025 (pour vote)
- 2- Désignation du nouveau secrétaire de la Formation Spécialisée (pour vote)
- 3- Suivi des points abordés lors des précédentes Formations Spécialisées
- 4- Fiches de signalement
- 5- Bilan du budget 2025 et budget prévisionnel 2026 : projet des dépenses d'ores-et-déjà identifiées (pour vote)
- 6- Présentation de la note d'orientations ministérielles santé, sécurité et conditions de travail 2025
- 7- Rapport du contrôle de la qualité de l'air à Meyzieu
- 8- Calendrier prévisionnel des visites de sites à programmer par les membres de la Formation Spécialisée
- 9- Compte-rendu de la visite de l'ESI de Grenoble par les membres de la FS
- 10- Présentation du plan national d'amélioration des conditions de travail et de prévention du risque suicidaire
- 11- Projet de rénovation du site Guichard à Clermont-Ferrand – Point d'actualité
- 12- Examen des accidents du travail et des maladies professionnelles
- 13- Examen du Registre Santé et Sécurité au Travail
- 14- Questions diverses

Solidaires Finances Publiques a fait remarquer en préambule au président de la séance le contenu chargé de FS ainsi que l'arrivée tardive des documents à étudier. CGT et FO ont ensuite procédé à la lecture de déclarations liminaires auxquelles le directeur a répondu qu'en raison de

l'ordre du jour chargé il ne passera pas de temps à commenter les liminaires. Il ajoute qu'il partage nos points d'attention et de vigilance mais qu'il n'a pas de réponse à apporter. La note ministérielle étant bisannuelle, on ne l'abordera pas à nouveau à l'ordre du jour sauf si nous avons des commentaires à faire dessus.

La CGT demande alors une interruption de séance : nous proposons en intersyndicale de traiter le point 10 en groupe de travail car le sujet est extrêmement dense. La direction est d'accord et nous proposera une date avant l'été.

1) Approbation du procès-verbal

Les organisations syndicales ont voté pour l'approbation du procès-verbal du 7 octobre 2025 à l'unanimité.

2) Désignation du nouveau secrétaire de la Formation Spécialisée

Suite au secrétariat tournant entre OS, Christian Gerle, pour FO, est désigné nouveau secrétaire de la Formation Spécialisée.

3) Suivi des points abordés lors des précédentes FS

Concernant l'escalier PMR de Lyon, M. Douillet indique qu'une nouvelle société de maintenance est intervenue. L'escalier fonctionne de nouveau et un contrat de maintenance a été signé avec le mainteneur. Cela ne garantit pas un bon fonctionnement sur le long terme, et le nouveau prestataire a bien précisé que ce genre d'équipement n'était pas adapté à une installation en extérieur.

Pour ce qui est de l'analyse de la qualité de l'air à Meyzieu, M. Leglise (ISST) n'étant pas présent, le rapport sera présenté lors de la prochaine FS en juin 2026. En attendant la direction met tout en œuvre pour suivre les préconisations indiquées dans le rapport et nous pourrons donc également constater les solutions qui auront été mises en place.

La DISI a eu un budget pour la réfection du sol pour les planchers techniques de Lyon, et est en attente de la réception de devis.

Concernant la température élevée dans les locaux de Parlette à Clermont-Ferrand M. Russac indique que la pose de films à Parlette n'aurait rien changé donc cette solution a été abandonnée. Un autre style de film est envisagé mais assombrit un peu les bureaux. L'ISST n'est pas tellement favorable à l'installation de climatiseurs mobiles.

La rénovation du site Guichard à Clermont-Ferrand s'avérant trop coûteuse (14 millions d'euros), la direction est en attente d'une étude pour le déménagement des agents de Guichard à Parlette mais cette étude n'est toujours pas arrivée et ne peut donc pas nous être présentée.

La direction prévoit l'achat de ventilateurs pour le site de Grenoble et Mme Moreel précise qu'ils sont en train de chercher un modèle performant qui conviendrait à tous.

Enfin, le vélo électrique de Grenoble n'est pas spécialement pratique à utiliser du fait de la configuration des bâtiments de la DDFIP 38. La CID 38 est disposée à le laisser à d'autres services s'ils veulent l'essayer.

4) **Fiches de signalement**

Solidaires Finances Publiques et l'ensemble des OS s'inquiètent de l'explosion du nombre de fiches de signalement cette année ce qui, de notre point de vue, démontrerait d'importantes lacunes d'encadrement sur des services et/ou des ESI particuliers. Le nombre de fiches pour un service bien précis a amené la direction à faire appel à une cellule de médiation.

Lors de ces échanges, les débats ont dérivé et le directeur a précisé que l'affectation d'un A pour chaque CID n'était pas une obligation et qu'il sera seul juge de l'opportunité de placer un cadre A dans tel ou tel service CID.

5) **Bilan du budget 2025 et budget prévisionnel 2026**

Le budget 2025 a été presque totalement consommé (crédits non engagés de 4,10 €).

Lors de la présentation du budget 2026 FO demande de préciser dans le document si une formation est à destination de tous les agents ou seulement ciblée pour certains profils.

L'APMP regrette de ne pas pouvoir présenter ce jour l'enveloppe budgétaire allouée pour 2026 et ajoute qu'on peut s'attendre à une baisse de 20 % sur les enveloppes mutuelle et locale. De plus, étant sur une année électorale il faudra que le budget soit dépensé au 15 octobre.

Solidaires Finances Publiques rappelle ce constat : il y a une dérive depuis ces dernières années de la répartition entre l'enveloppe mutualisée et l'enveloppe locale. La part de l'enveloppe mutualisée augmente pendant que la part de l'enveloppe locale diminue. Nous sommes dans l'attente de voir si cette tendance se confirme encore cette année.

La formation aux violences sexistes et sexuelles pourra être proposée à l'ensemble des agents, l'enveloppe locale permettant de ne pas la proposer qu'aux encadrants.

Nous demandons également si une formation pour désamorcer les conflits et négocier dans un environnement professionnel pourrait être proposée aux agents en plus des encadrants. L'assistante de prévention, Mme Pastor, est d'accord dans la mesure où nous pouvons trouver une formation financée par l'enveloppe locale.

Suite à une question de Solidaires Finances Publiques, l'APMP précise qu'il y aura (seulement) 6 places de formation à l'écoconduite pour 3 jours de formation (2 sessions par jour avec 1 place par session).

L'ensemble des OS est d'accord sur le principe de voter le volet formation du budget. Solidaires Finances Publiques souligne que ce genre de situation ne devra pas se reproduire pour les années à venir.

Après une demande de précision de la part de Solidaires Finances Publiques, l'assistant de prévention, Eric Russac, indique que les casques pour la CID 63 font suite à une prescription médicale ce qui n'est pas forcément le cas pour d'autres services. En conclusion, même si la direction indique que chaque cas est différent, il est toujours bienvenu de se rapprocher du médecin de prévention pour la prescription d'équipement ergonomique.

Pour terminer, les OS sont d'accord pour les dépenses budgétaires sur le principe, hormis les chaises de réunion et le renouvellement des fauteuils de bureau qui ne dépendent pas du budget de la FS mais de la DGF selon elles.

6) Présentation de la note d'orientations ministérielles santé, sécurité et conditions de travail 2025

Le sujet ayant déjà été traité l'an dernier et les OS n'ayant pas de remarque particulière, ce point ne fait pas l'objet de débat.

7) Rapport du contrôle de la qualité de l'air à Meyzieu

En attente de la présentation complète, on constate dans un premier temps que les résultats sont bons (un peu moins qu'en 2022 mais il y avait moins de machines en fonction à l'époque).

La CGT demande à se rapprocher du prestataire pour avoir une comparaison des chiffres relevés avec d'autres centres éditiques (privés) et pour savoir où l'on se situe en termes de milieu industriel. La direction en fera la demande.

8) Calendrier prévisionnel des visites de sites

Solidaires Finances Publiques propose de visiter les CID 71 et 01 avant la fin du premier semestre 2026 sur une même journée. Et pourquoi pas, par la suite, la CID du Cantal. M. Douillet n'y voit pas d'inconvénient.

9) Compte-rendu de la visite de l'ESI de Grenoble

Suite à la visite du site, l'ensemble des points soulevés par les membres de la FS ont pu être réglés par différents travaux et réparations. L'ensemble des agents est dans l'attente de voir fonctionner la CTA à plein régime.

10) Présentation du plan national d'amélioration des conditions de travail et de prévention du risque suicidaire

Comme convenu en préambule de cette séance, le sujet sera traité lors d'un groupe de travail spécifique avant l'été 2026.

11) Projet de rénovation du site Guichard à Clermont-Ferrand

Comme déjà évoqué au point 3, l'ensemble des intervenants est dans l'attente d'un chiffrage détaillé pour réétudier la situation de l'ESI de Clermont-Ferrand.

Ensuite, le cas de Dijon est abordé et le projet éventuel de relocalisation sur le site de la Boudronnée. La CGT rappelle qu'il est souvent question de densification des agents, mais qu'on risque surtout de densifier les problèmes. Elle ajoute que les agents ne veulent pas de flex office ou d'open space, et veulent des bureaux avec isolation phonique et thermique. De manière générale les agents souhaitent un environnement de travail agréable/confortable et qui évite la naissance de tension entre agents.

M. Douillet partage ces propos, ajoutant qu'il y a un certain nombre d'étapes à venir avant la finalisation du projet et espère avoir plus d'informations d'ici juin.

Ces échanges ont été l'occasion pour Solidaires Finances Publiques de demander la différence entre les agents et les résidents. La réponse de la direction est que le résident tient compte du temps effectif, ainsi un agent à 80 % = 0,8 résident.

12) Examen des accidents du travail et des maladies professionnelles

Il n'y a pas de nouveaux accidents de travail pour l'instant en 2026. Comme à chaque fois, les dossiers non clos sont en attente du certificat médical final.

13) Examen du Registre Santé et Sécurité au Travail

Une fiche nous est présentée concernant des travaux ayant eu lieu sur la Cité Administrative d'État du 74 avec un risque d'exposition à l'amiante et concernant les agents de la CID 74. Solidaires Finances Publiques indique que le SIL est aussi concerné par cette fiche parce qu'ils sont également intervenus sur site. La direction demandera les dates d'intervention pour pouvoir faire les certificats.

11) Questions diverses

Mme Moreel a donné la date du GT DUERP : le 21 mai 2026. C'est une année de campagne pleine et la direction essaiera de réunir un maximum d'acteurs pour que tous les métiers puissent s'exprimer.

Solidaires Finances Publiques indique ensuite qu'il n'y a plus de service Visiby mais que le téléphone à l'AT continue de sonner. Le directeur répond que le service doit être arrêté. Il note le sujet et reviendra vers les OS.

Nous posons la question sur le cadencement de nettoyage des vitres à Lyon. Mme Moreel a alerté l'entreprise de nettoyage à ce sujet et attend qu'elle donne rapidement des dates d'intervention.

Solidaires Finances Publiques évoque le sujet sur les CET et les CPF. Le cadre est clair et pour nous les CPF devraient être pris en priorité, non les CET. Nous souhaitons que le sujet soit remonté.

La CFDT demande comment changer les horaires variables d'un établissement ? La direction doit regarder l'instruction et Laurent Horvath reviendra vers les OS avec la réponse.

Un point sur les véhicules de Lyon est demandé par la CFDT. Le directeur indique que SPIB va retirer la Yaris de Lyon (ainsi que celle de Dijon) qui a un nombre important de kilomètres. La e-C4 ira à Clermont-Ferrand et la 208 de Clermont-Ferrand ira à Dijon.

Un projet de rénovation est en cours pour le système de gardiennage et télésurveillance à Lyon avec un système d'ouverture / fermeture automatique du site à des horaires précis.

L'ordre du jour et les questions diverses étant épuisés, la séance est close.